

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Clean Transportation Initiative	
Solicitation No. - N° de l'invitation T8125-13CTI1/A	Date 2013-03-13
Client Reference No. - N° de référence du client T8125-13CTI1	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$-052-25580	
File No. - N° de dossier 052ss.T8125-13CTI1	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-11	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Taylor, Brooke	Buyer Id - Id de l'acheteur 052ss
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1674 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 997-2229
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF TRANSPORT PDV TWR C, 25TH FL.(ACAF) 330 SPARKS ST OTTAWA Ontario K1A0N5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Science Procurement Directorate/Direction de l'acquisition
de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

1. Exigence

1.1 Portée

L'Initiative de transport écologique s'inscrit dans le cadre du Programme sur la qualité de l'air du gouvernement du Canada visant à étudier la question de l'environnement au Canada et à apporter d'importantes améliorations à cet égard en examinant les défis du changement climatique et de la pollution atmosphérique en vue d'assurer un environnement propre et sain pour l'ensemble de la population canadienne. La portée de cette initiative comprend les secteurs aérien, maritime et ferroviaire, et favorise la communication des résultats des recherches au sein de ces secteurs.

Le présent appel de propositions fait état des lignes directrices relatives à la présentation et à la sélection d'une proposition pour l'Initiative de transport écologique de Transports Canada.

1.2 Contexte

Le gouvernement du Canada s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 17 % en deçà des niveaux de 2005 d'ici 2020. Cet objectif, qui s'inscrit dans l'Accord de Copenhague, est conforme à l'objectif de réduction fixé par les États-Unis. On prévoit que les transports constitueront la source d'émissions de GES connaissant la deuxième plus forte croissance entre 2005 et 2020.

Les transports représentent aussi une importante source de pollution atmosphérique (p. ex. oxydes d'azote, oxydes de soufre, matière particulaire, composés organiques volatils et monoxyde de carbone) ou des principaux contaminants atmosphériques. Il faut prendre des mesures en vue de gérer les importantes émissions restantes et de se conformer aux normes des États-Unis et aux nouvelles normes à l'échelle mondiale.

Dans cette optique, Transports Canada travaille sur plusieurs fronts afin de contribuer à la réduction des émissions. À cet égard, le Ministère s'occupe notamment de gérer les projets scientifiques et technologiques visant à concevoir des infrastructures de transport possédant une empreinte écologique grandement réduite par rapport à l'actuelle empreinte. La mise en place de l'Initiative de transport écologique fait suite à l'engagement du gouvernement du Canada de réduire les émissions liées aux transports au moyen de règlements, d'appuyer l'adoption de pratiques et de technologies propres, et d'introduire des pratiques et des technologies de recherche.

1.3 Mandat de l'Initiative de transport écologique

L'Initiative a pour mandat de contribuer à l'élaboration de futures politiques et de futurs règlements par la réalisation et la supervision de travaux de recherche scientifique ciblée qui amélioreront la compréhension des aspects techniques de la réduction des émissions. Les travaux de recherche aideront aussi à cibler, à démontrer et à introduire sur le marché de nouvelles technologies et procédures opérationnelles de réduction des émissions tout en renforçant les capacités de mesure et de suivi des émissions.

1.4 Secteurs prioritaires et thèmes de projets

Trois secteurs prioritaires permettant de cibler des thèmes sont considérés dans le présent appel de propositions. Il s'agit des trois secteurs suivants :

- recherche et développement du secteur aérien,
- recherche et développement du secteur maritime, et
- recherche et développement du secteur ferroviaire.

Tous les soumissionnaires doivent indiquer dans leur proposition le secteur prioritaire s'appliquant le mieux.

Les soumissionnaires devraient également indiquer un thème lié à un secteur prioritaire. Les thèmes propres à chaque secteur prioritaire comprennent, **sans toutefois s'y limiter** :

(A) Secteur prioritaire : Recherche et développement du secteur aérien

Thèmes de recherche	Domaines d'intérêt technologiques privilégiés
Quantification et contrôle des émissions de GES du secteur aérien	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la mesure, de la modélisation et de la compréhension scientifique des répercussions sur le climat mondial des émissions de GES du secteur aérien. Mise en place de techniques opérationnelles ou de technologies de contrôle des émissions en vue de réduire les émissions de GES liées au secteur aérien.
Quantification et contrôle des émissions de polluants atmosphériques du secteur aérien	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la mesure, de la modélisation et de la compréhension scientifique des répercussions sur la qualité de l'air des émissions de polluants atmosphériques du secteur aérien. Mise en place de techniques opérationnelles ou de technologies de contrôle des émissions en vue de réduire les émissions de polluants atmosphériques liées au secteur aérien.
Carburants de remplacement	<ul style="list-style-type: none"> Remplacement par : <ul style="list-style-type: none"> des carburants à faible teneur en carbone, pour respecter les objectifs de réduction du dioxyde de carbone; du carburant aviation à faible teneur en soufre, pour réduire les émissions de polluants atmosphériques; de l'essence aviation sans plomb.

(B) Secteur prioritaire : Recherche et développement du secteur maritime

Thèmes de recherche	Domaines d'intérêt technologiques privilégiés
Inventaire des émissions	<ul style="list-style-type: none"> L'inventaire des émissions donne un aperçu des activités et des émissions liées aux opérations maritimes à l'échelle locale et régionale. Un inventaire détaillé combiné à un suivi des activités facilite l'évaluation des émissions en permettant de cibler des technologies adéquates pour la réduction des émissions.
Contrôle des émissions	<ul style="list-style-type: none"> La mise en place des technologies de contrôle des émissions permettra de réduire les émissions de GES et des principaux contaminants atmosphériques liées aux activités d'expédition.
Amélioration de la consommation d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> La consommation d'énergie est le principal facteur contribuant aux émissions. En trouvant de meilleures façons de consommer l'énergie ou de nouvelles sources d'énergie plus propres, on réduira directement les émissions.

Carburants de remplacement ou systèmes d'alimentation de remplacement	<ul style="list-style-type: none"> Les carburants à faible teneur en carbone, les carburants à faible teneur en soufre et les systèmes d'alimentation novateurs à faible taux d'émission constituent une stratégie très efficace de réduction des émissions.
Systèmes de données et technologies de navigation	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre des opérations d'expédition, l'efficacité des technologies de navigation et l'amélioration des systèmes de données constituent l'une des principales préoccupations en ce qui a trait aux navires. Une exploitation plus efficace au moyen de technologies de navigation et de données à haut degré d'intégrité permet une réduction directe de l'utilisation de carburant et, ainsi, une diminution des émissions.

(C) Secteur prioritaire : Recherche et développement du secteur ferroviaire

Thèmes de recherche	Domaines d'intérêt technologiques privilégiés
Solutions de rechange aux locomotives diesel	<ul style="list-style-type: none"> Consignation de la gestion de l'énergie Locomotives munies de groupes électrogènes (application de la voie de triage) Récupération de la chaleur Piles à hydrogène Électrification (avec de l'énergie verte) Locomotives alimentées au gaz naturel liquéfié Freinage par récupération (passager ou urbain)
Technologies de contrôle des émissions	<ul style="list-style-type: none"> Appareils dotés d'un système de démarrage et d'arrêt automatique du moteur Contrôle des émissions : filtre à particules pour moteurs diesel, réduction sélective catalytique, catalyseur d'oxydation diesel, recirculation des gaz d'échappement Groupes auxiliaires de bord
Carburants et infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> Mélanges de biodiesel B20 et B50 Produits de substitution du diesel de sources non biogènes Élimination du goulot d'étranglement des infrastructures Conception du profil de rail et de roue (application de la niche)
Wagons et optimisation des opérations	<ul style="list-style-type: none"> Longs trains Logiciel d'optimisation, de communication et de suivi (hormis le système de commande intégrale des trains) Formation de l'équipage Frein pneumatique à commande électronique Poids par essieu et poids du véhicule accrus Allègement des wagons Amélioration de l'efficacité aérodynamique

1.5 Niveaux de maturité technologique

Les étapes de recherche et de développement s'appellent les niveaux de maturité technologique. Aux fins du présent appel de propositions, ils sont définis et présentés à l'Annexe C, *Niveaux de maturité technologique*. Cette échelle a été élaborée pour faciliter l'évaluation du stade de développement d'une technologie. Elle permet d'effectuer une évaluation générale tout en reconnaissant que les cycles de développement ne sont pas tous les mêmes. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire; certaines étapes de préparation peuvent être sautées ou abordées brièvement dans le cadre du développement.

1.6 Projets de recherche et de développement à financer dans le cadre de l'appel de propositions

Seules les propositions possédant un niveau de maturité technologique entre 1 et 6 seront prises en considération pour des contrats dans le cadre du présent appel de propositions. Les types de propositions pouvant être soumis sont les suivants :

Type 1 : Études constituées d'analyses ou d'examens fondés sur des données probantes qui portent sur des enjeux environnementaux connus, qui définissent des problèmes ou des solutions, ou qui déterminent des projets futurs dans des secteurs ciblés par le soumissionnaire. Elles peuvent fournir des outils et des méthodes de recherche, notamment des analyses sur les risques, les capacités et les prévisions, ou des feuilles de route pour définir les besoins opérationnels ou aider à établir l'ordre de priorité des décisions d'investissement. Ce type de projet aurait un niveau de maturité technologique entre 1 et 6.

Exemple : Réalisation d'études de délimitation de la portée, établissement de scénarios aidant à cerner les besoins, ou analyse des risques d'un extrant particulier pour différentes approches opérationnelles dans le cadre d'analyses coûts-avantages ou de faisabilité.

Type 2 : Projets de recherche et de développement comprenant des travaux de recherche appliquée qui généreront des connaissances ou une prise de conscience tout en abordant les lacunes de capacité définies par les utilisateurs dans des secteurs critiques ciblés par le soumissionnaire. Ce type de projet aurait un niveau de maturité technologique de 3 ou de 4.

Exemple : Réalisation de recherches analytiques et d'expériences permettant de perfectionner des conclusions antérieures ou de valider des prédictions analytiques de sciences et de technologies existantes dans un nouveau contexte pour constituer des validations de principe.

2. Appel de propositions

2.1 Méthode d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est l'autorité contractante responsable de l'intégrité du processus d'approvisionnement dans le cadre de la méthode d'approvisionnement de l'appel de propositions.

L'appel de propositions au titre de l'Initiative de transport écologique comporte un processus d'approvisionnement en trois étapes :

- Première étape : Dépôt des propositions
- Deuxième étape : Évaluation
- Troisième étape : Passation de contrats

Le processus est organisé conformément aux principes de l'Accord sur le commerce intérieur relativement à l'égalité d'accès, à l'équité et à la transparence, et est ouvert à tous les intervenants nationaux en sciences et en technologies (secteurs public et privé et milieu universitaire).

Ce processus d'approvisionnement ne constitue pas une garantie de la part du Canada que le contrat sera attribué. Les renseignements fournis servent à établir un bassin de propositions présélectionnées.

2.2 Instructions, clauses et conditions uniformisées

2.2.1 Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans l'appel de propositions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC_

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

2.2.2 Les soumissionnaires qui présentent une proposition reconnaissent qu'ils ont lu, et qu'ils comprennent et acceptent les instructions, les clauses et les conditions énoncées dans toutes les parties de l'appel de propositions ainsi que dans l'ébauche des clauses et conditions du contrat subséquent.

2.2.3 2003 (2011-05-16), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi dans l'appel de propositions et en fait partie intégrante.

2.2.4 2003 (2011-05-16), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels sont modifiées comme suit:

À l'article 04- Définition de soumissionnaire

SUPPRIMER : « ...ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliés du soumissionnaire, ni ses sous-traitants. »

REEMPLACER par : « comprend la société mère, les filiales ou autres affiliés du soumissionnaire et ses sous-traitants. »

AJOUTER: Une soumission doit être présentée par un soumissionnaire canadien. Un soumissionnaire canadien est un soumissionnaire ayant un

établissement au Canada clairement identifié par un nom et accessible pendant les heures de travail habituelles où il mène des activités de façon permanente.

À l'article 05 - Présentation des soumissions, sous-article 4:

SUPPRIMER : soixante (60) jours

REEMPLACER par : trois cent soixante-cinq (365) jours

SUPPRIMER les articles suivants en intégralité :

- 08 Transmission par télécopieur
- 09 Dédouanement
- 18 Conflit d'intérêts / Avantage indu

Dans ce document, le terme « soumission » renvoie au terme « proposition ».

2.3 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.4 Accords Commerciaux

Le présent achat est assujéti aux modalités de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Le présent achat est exempté de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en vertu de la section 2 de l'annexe 1001.1b-2 et de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), en vertu de l'appendice 1 de l'annexe 4.

2.5 Conflit d'intérêts

La participation au présent appel de propositions ne sera pas en soi considérée comme créant un conflit d'intérêts. Le soumissionnaire, ses sous-traitants et toute autre personne directement ou indirectement impliqués dans la participation au présent appel de propositions, ne seront pas exclus des futurs appels de propositions ou demandes de soumissions, pour la seule raison de leur participation à celui-ci.

2.6 Avis de communication

À titre de courtoisie, le gouvernement du Canada demande aux soumissionnaires retenus d'aviser au préalable l'autorité contractante de leur intention de rendre publique une annonce liée à la recommandation de l'attribution du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8125-13CTI1/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

052ss

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

T8125-13CTI1

052ssT8125-13CTI1

2.7 Améliorations apportées au besoin pendant l'appel de propositions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans l'appel de propositions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans l'appel de propositions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours avant la date de clôture de l'appel de propositions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

3. Stratégie d'approvisionnement

3.1 Phase Un : Soumission des propositions

Une proposition claire et concise, préparée à l'aide du modèle offert à l'annexe « A-1 » du présent appel de propositions, doit être présenté seulement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de l'appel de propositions.

Les soumissionnaires qui prévoient avoir besoin d'une cote de sécurité pour exécuter les travaux décrits dans leur proposition sont invités à consulter les « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » qui se trouvent sur le site Web des Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels à <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>.

La proposition devrait être présentée sur CD, en deux (2) copies électroniques de format PDF.

3.1.1 Demandes de renseignements - en période d'appel de propositions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'appel de propositions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de l'appel de propositions auquel se rapporte la question. Les soumissionnaires devraient prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

3.1.2 Autorité contractante

Les demandes de renseignements doivent être adressées à :

Brooke Taylor
Chef d'équipe d'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement en travaux scientifiques
Direction générale des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place du Portage, Phase III, 6C1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-956-1674
Télécopieur : 819-997-2229
Courriel : brooke.taylor@tpsgc-pwgsc.gc.ca

3.1.3 Qui peut présenter une proposition

Une proposition peut être présentée par une organisation canadienne du secteur privé, du secteur public ou du milieu universitaire.

Les ministères fédéraux qui soumettent une proposition à titre de soumissionnaire et qui ont l'intention de conclure un contrat avec un fournisseur au moyen du présent appel de propositions doivent nommer le fournisseur et préciser le budget pertinent dans leur proposition. Les fournisseurs qui ne sont pas clairement nommés dans la proposition ne pourront faire l'objet d'un contrat subséquent découlant de l'appel de propositions.

Les soumissionnaires peuvent présenter plus d'une proposition, mais une (1) seule proposition doit être soumise par projet. Toute proposition excédentaire à cette limite ne sera pas prise en considération.

Les soumissionnaires ne doivent pas avoir reçu une subvention du *Programme de subventions de recherche sur le transport ferroviaire écologique* de Transports Canada pour le projet proposé. Les propositions présentées ayant reçu une subvention dans le cadre de ce programme ne seront pas prises en considération.

3.1.4 Contenu de la proposition

Une proposition complète se compose d'une proposition technique et d'une proposition financière, présentées conformément à l'annexe A, qui comprend les appendices suivants :

- Appendice « A-1 », *Modèle de proposition technique*;
- Appendice « A-2 », *Modèle de proposition financière – Coinvestissement*;
- Appendice « A-3 », *Proposition financière – Ventilation des coûts*.

3.1.4.1 Proposition technique

Les propositions techniques devraient être préparées conformément à l'appendice « A-1 », *Modèle de proposition technique*.

3.1.4.2 Soumission financière

Le financement maximal disponible pour chacun des contrats qui découlera de l'appel de propositions est de **200 000,00 \$CAN** (taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, s'il y a lieu). Cela n'inclut pas le coinvestissement formé des contributions en nature faites par le soumissionnaire, qui fera partie du coût total du projet. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme. Toute somme dépassant le financement maximal sera considérée comme un coinvestissement du soumissionnaire pour le marché.

Tous les projets proposés doivent être terminés au plus tard le 31 mars 2016.

Le montant total du financement disponible pour toutes les propositions préqualifiées est de 2 400 000 \$ (taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus); ce montant est divisé entre 3 secteurs prioritaires, comme indiqué au tableau 1. L'exercice financier commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Tableau 1 – Financement disponible pour toutes les propositions préqualifiées

Secteurs prioritaires	Exercice 2013-2014	Exercice 2014-2015	Exercice 2015-2016	Total
Parc aérien	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$
Parc maritime	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	900 000 \$
Parc ferroviaire	250 000 \$	400 000 \$	250 000 \$	900 000 \$
Total				2 400 000 \$

Les soumissionnaires doivent indiquer le coût total du projet, le montant du financement demandé pour le Fonds de l'initiative de transport écologique (CTI) et le coinvestissement du soumissionnaire, conformément à l'Appendice « A-2 », *Modèle de proposition financière – Coinvestissements*. Le coinvestissement du soumissionnaire doit représenter au moins 25 % du coût total du projet. Le montant du Fonds de la CTI fera l'objet de négociations.

Les soumissionnaires doivent fournir une ventilation des coûts du financement demandé pour la CTI à l'appendice « A-3 », *Proposition financière – Ventilation des coûts*. Cette ventilation des coûts ne doit pas inclure le coinvestissement du soumissionnaire.

3.1.4.3 Attestations

Des attestations et des renseignements supplémentaires requis avec la proposition peuvent être demandés avant l'attribution du contrat. Vous trouverez cette information à l'annexe « D ».

3.2 Deuxième phase : Évaluation

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation énoncés dans l'annexe « B », *Critères d'évaluation cotés*.

Les propositions seront divisées en trois catégories selon le secteur prioritaire de transport applicable (aérien, maritime et ferroviaire), indiqué par le soumissionnaire dans sa proposition. Une équipe d'évaluation formée de spécialistes de Transports Canada pour le secteur prioritaire de transport applicable évaluera les propositions.

L'évaluation des propositions et l'établissement des trois bassins de propositions préqualifiées, un pour chaque secteur prioritaire des transports, seront réalisés selon la procédure suivante :

Étape Un (1): Critères obligatoires et attestations

Chaque proposition sera évaluée par rapport aux critères obligatoires et aux attestations qui se trouvent à l'annexe « B ». Les propositions qui ne satisfont pas à toutes les exigences obligatoires et aux attestations seront jugées irrecevables et seront rejetées d'emblée.

Étape deux (2) : Critères de présélection

Les propositions qui satisfont aux critères obligatoires et aux attestations seront évaluées en fonction des critères de présélection énoncés à l'annexe « B », *Critères d'évaluation*, dans l'ordre que ces critères apparaissent. Si une proposition ne satisfait pas à un critère de présélection quelconque, elle sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée (c.-à-d. que les critères restants ne seront pas évalués).

Étape trois (3) : Critères techniques cotés

Les propositions qui ont satisfait à tous les critères de présélection seront évaluées par rapport aux critères techniques cotés énoncés à l'annexe « B », dans l'ordre que ces critères apparaissent. Le nombre maximum de points pouvant être obtenus est de **50 points**. Les propositions qui n'obtiennent pas la note de passage de **25 points** ou plus seront jugées irrecevables et seront rejetées d'emblée.

Dans le cas où deux ou plusieurs propositions recevables dans le même secteur prioritaire obtiendraient le même total de points (note globale), la proposition recevable dont le prix est le plus bas (le montant du financement demandé au Canada) sera mieux classée.

Étape quatre (4) : Établissement du bassin de propositions préqualifiées

À la suite de l'évaluation des critères techniques cotés, trois bassins de propositions préqualifiées seront établis, un pour chacun des trois secteurs prioritaires de transport (aérien, maritime, ferroviaire).

Le bassin de propositions préqualifiées sera déterminé selon les notes obtenues pour les critères cotés (de la note la plus élevée à la moins élevée) pour les propositions recevables, pour chaque secteur prioritaire de transport. Le bassin de propositions préqualifiées ne comprendra que les propositions les mieux classées, jusqu'à concurrence du financement disponible pour le secteur prioritaire de transport applicable.

L'établissement du bassin de propositions préqualifiées est approuvé en principe et ne constituera pas une garantie de la part du Canada qu'un contrat sera attribué.

Fonds additionnels : Les propositions recevables peuvent être ajoutées au bassin des propositions préqualifiées, les mieux classées au début, sous réserve des conditions suivantes :

- a) la disponibilité des fonds additionnels **ou** lorsqu'une proposition préqualifiée a été retirée du bassin;
- b) la période de validité de la proposition du soumissionnaire n'est pas échue; et
- c) la prochaine demande de propositions pour la CTI n'a pas été publiée.

Étape cinq (5) : Comptes rendus

À la suite de l'approbation des bassins de propositions préqualifiées, les soumissionnaires seront informés des résultats de leur évaluation. De plus, TPSGC leur fournira, par courriel et par écrit, des commentaires sur cette évaluation.

3.3 Troisième phase : Passation de contrats

Au cours de la *Phase 3 : Passation de contrats*, s'il est établi qu'un accord ne peut être conclu entre le Canada et le soumissionnaire préqualifié dans les **4 mois** suivant la date de notification de la préqualification, le Canada se réserve le droit de mettre fin aux négociations avec le soumissionnaire et de commencer le processus de passation de contrats avec le soumissionnaire qui s'est classée au rang suivant.

3.3.1 Énoncé des travaux

Une fois qu'une proposition est préqualifiée, Transports Canada désignera un responsable technique qui travaillera avec le soumissionnaire pour préparer un énoncé des travaux en se fondant sur la proposition préqualifiée du soumissionnaire. L'énoncé des travaux sera incorporé dans tout contrat subséquent, et il

détaillera tous les travaux à exécuter conformément au contrat. Le responsable technique de Transports Canada communiquera avec le soumissionnaire pour obtenir toute précision nécessaire ou des renseignements supplémentaires, et pourrait exiger une redéfinition de la portée du projet proposé.

3.3.2 Capacité financière, attestations et négociations

L'autorité contractante communiquera avec les soumissionnaires faisant partie du bassin de propositions préqualifiées pour :

- obtenir des renseignements financiers afin de vérifier la capacité du soumissionnaire à exécuter les travaux, selon le cas;
- obtenir des renseignements supplémentaires sur les prix et une justification des prix;
- obtenir des attestations et d'autres renseignements requis avant l'attribution du contrat; et
- négocier les conditions du contrat et les prix, le cas échéant.

3.3.3 Attribution du contrat

Si la négociation des conditions aboutit, un contrat sera attribué au soumissionnaire. Si la négociation des conditions n'aboutit pas, aucun contrat ne sera attribué.

Vous trouverez une liste des clauses potentielles du contrat à l'annexe « E », *Documents contractuels*.

Annexe A
APPENDICE « A-1 » - MODÈLE DE PROPOSITION TECHNIQUE

Veuillez présenter votre proposition sur du papier à en-tête de votre entreprise.

L'ensemble de la proposition ne doit pas avoir plus de 30 pages.

TITRE DE LA PROPOSITION : _____

SECTEUR PRIORITAIRE : _____ (voir la section 1.4 de la Demande de propositions)

THÈME : _____ (voir la section 1.4 de la Demande de propositions)

SOMMAIRE : Décrivez brièvement le contexte et les objectifs généraux du projet proposé.

PARTIE 1 : RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Nom de l'entreprise	
Adresse officielle	

Nom de la personne-référence	
Numéro de téléphone	
Adresse électronique	
Statut juridique (p. ex. Inc., Ltée.)	
Nombre d'années d'existence de	
Nombre total d'employés*	

*Ne pas inclure les sous-traitants, uniquement les employés permanents.

Veuillez donner un bref aperçu des éléments suivants :

- 1.1 la nature générale des activités de l'entreprise, le marché géographique et le secteur industriel;
- 1.2 l'équipe de gestion et les antécédents (actuelle et prévue);
- 1.3 la recherche et développement ou l'ingénierie ou les capacités techniques;
- 1.4 les gammes de produits existants ainsi que la nature et la vitalité du marché ciblé pour de tels produits.

PARTIE 2 : RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Cette section doit fournir suffisamment de détails pour démontrer qu'il s'agit d'un projet de recherche visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique dans le secteur des transports.

- 2.1 Décrivez le contexte et les objectifs généraux du projet proposé.
- 2.2 Quelle est la durée estimée (en mois) du projet proposé?
- 2.3 Résumez les travaux proposés. À tout le moins, les points suivants doivent être traités, selon le cas :
 - la description et le statut actuel de la technologie;
 - une différenciation de la technologie proposée, comparativement aux produits ou aux technologies actuellement disponibles;
 - les problèmes techniques à résoudre et le plan de travail proposé;
 - les objectifs commerciaux et techniques;
 - une déclaration claire concernant la propriété et le droit d'utiliser toute propriété intellectuelle sur les renseignements de base, le cas échéant.

PARTIE 3 : CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les soumissionnaires doivent suivre le résumé des attestations et de la reconnaissance, des critères obligatoires, des critères de présélection et des critères techniques cotés figurant à l'annexe « B ». Les renseignements contenus dans les autres sections de la proposition du soumissionnaire qui s'appliquent à la présente section peuvent être recoupés plutôt que répétés.

PARTIE 4 : COÛTS ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Décrivez toute contribution en nature et expliquez brièvement comment le soumissionnaire couvrira sa partie des coûts de coinvestissement du projet.

Les coûts proposés pour la CTI doivent être divisés en catégories, comme indiqué à l'annexe « A-2 » - *Modèle de proposition financière – Coinvestissements* et à l'annexe « A-3 » - *Proposition financière – Ventilation des coûts*. Tous les coûts proposés doivent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :

Main-d'œuvre : Énumérez les salaires directs du personnel scientifique et technique, les avantages sociaux et les frais généraux.

Matériaux et fournitures : Énumérez uniquement les coûts des matériaux et des fournitures consommables.

Équipement : Aux fins de la CTI, l'« équipement » est considéré comme étant réutilisable et potentiellement capitalisable.

- a) Achats : Précisez l'objet de chaque pièce d'équipement devant être acheté. L'équipement payé par le Canada doit être remis au Canada à la fin du contrat.
- b) Location : Doit être à un taux égal ou inférieur aux taux commerciaux de la concurrence.

Les soumissionnaires devront indiquer si une pièce d'équipement, en tant que contribution en nature, sera louée ou si le Canada deviendra propriétaire de cet équipement à la fin du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8125-13CTII/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

052ss

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

T8125-13CTII

052ssT8125-13CTII

Sous-traitants : Le nom, l'emplacement et les affiliations des entreprises ou des personnes exécutant les travaux de sous-traitance requis pour le projet doivent être précisés. En outre, une description et une justification claire des travaux doivent être fournies avec les renseignements sur les coûts dans le document de la proposition.

Déplacement et subsistance : Veuillez joindre une estimation et des détails concernant les déplacements essentiels associés au projet, y compris les destinations prévues et les coûts. Les frais relatifs aux ventes ou à des conférences sont exclus. Les coûts ne doivent pas dépasser les limites énoncées dans la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Conformément à cette directive du SCT, seules s'appliquent les indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais précisées aux appendices B, C et D de la Directive (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/travel-voyage/index-fra.php>), ainsi que les autres dispositions qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Autres frais directs : Indiquez tous les autres frais directs prévus et fournissez la base d'établissement des prix.

ANNEXE A
APPENDICE « A-2 » - MODÈLE DE PROPOSITION FINANCIÈRE - COINVESTISSEMENTS

Nom de l'entreprise : _____ Titre du projet : _____

	Coût total du projet	Financement pour la CTI demandé au Canada	Coinvestissement du soumissionnaire (contributions en nature)	
Main-d'œuvre (coûts salariaux)				
Avantages sociaux				
Frais généraux				
Matériaux et fournitures				
Équipement				
Contrats de sous-traitance				
Déplacement et subsistance				
Autres coûts directs				
Total des coûts				
Coûts estimatifs totaux annuels par exercice du gouvernement du Canada				
	Exercice 2013-2014	Exercice 2014-2015	Exercice 2015-2016	Total
Fonds de la CTI	\$	\$	\$	\$
Coinvestissement du soumissionnaire	\$	\$	\$	\$
Total	\$	\$	\$	\$

L'exercice financier commence le 1er avril et se termine le 31 mars

Une contribution de coinvestissement démontre un engagement dans le projet, et celle-ci est requise pour toutes les propositions. La contribution de coinvestissement du soumissionnaire doit être d'un minimum de 25 % de la valeur totale du projet. Les contributions de coinvestissement que l'on considère comme des dépenses légitimes de projet sont les contributions qui sont jugées essentielles à l'exécution des travaux et qui peuvent être documentées et justifiées. On demandera des détails du coinvestissement du soumissionnaire avant l'attribution du contrat. Les coûts doivent être établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>).

Il incombe aux soumissionnaires de s'assurer que leurs contributions de coinvestissement réelles totaliseront le montant indiqué dans la proposition initiale. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que les coinvestissements

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8125-13CTI1/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

052ss

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

T8125-13CTI1

052ssT8125-13CTI1

soient suivis et que la documentation soit conservée. Vous trouverez ci-dessous des exemples de mécanismes de suivi pour les différents types de contributions :

- Le salaire des employés doit être calculé selon le nombre d'heures consacrées au projet. À défaut d'un système plus évolué pour consigner les heures de travail des employés, on peut utiliser une feuille de calcul où seront inscrits le nom de l'employé, le projet, ainsi que les jours et les heures consacrés au projet.
- Le coût des matières directes et les autres coûts directs doivent être consignés au moment où ils sont engagés. On doit inscrire sur la feuille de calcul la nature du coût, le projet et la somme engagée.
- L'utilisation de l'équipement ou des installations devrait être suivie en fonction du nombre d'« heures utilisées ».

ANNEXE A

APPENDICE « A-3 » - PROPOSITION FINANCIÈRE - VENTILATION DES COÛTS

Les soumissionnaires doivent fournir une proposition de ventilation des coûts uniquement pour le financement demandé au Canada pour la CTI. Les soumissionnaires doivent indiquer les contributions en coinvestissement en nature à l'appendice « A-2 » – *Modèle de proposition financière – Coinvestissements*.

Nom de l'entreprise : _____

Titre du projet : _____

Date de début du projet : _____

Date de fin du projet : _____

(au plus tard le 31 mars 2016)

MAIN-D'ŒUVRE (taux horaires fermes)						
Nom ou type de catégorie de main-d'œuvre	A Salaire	B Avantages sociaux	C Frais généraux	D Taux horaire ferme total (A+B+C)	E Niveau d'effort	Coût estimatif (D x E)
1.						
2.						
3.						
Coût total estimatif de la main-d'œuvre						\$
Matériaux et fournitures						
article	Prix unitaire			Nombre d'unités		Coût estimatif
1.						
2.						
3.						
Coût estimatif total pour les matériaux et les fournitures						\$
ÉQUIPEMENT						
Description		Coût estimatif				
Location d'équipement						
Achat d'équipement						
Coût estimatif total pour l'équipement:						\$
SOUS-TRAITANCE				Main-d'œuvre	Matériel	Coût estimatif
Nom et description des travaux du sous-traitant n° 1						
Nom et description des travaux du sous-traitant n° 2						
Coût estimatif total pour la sous-traitance:						\$
DÉPLACEMENTS ET SUBSISTANCE						
Description (location, durée, raison du déplacement, etc.)		Coût estimatif				
Transport						
Hébergement						
Repas						
Coût estimatif total des frais de déplacement et de subsistance						\$
AUTRES FRAIS DIRECTS						
Description		Coût estimatif				
COÛT TOTAL*						\$

*Le coût total pour le Canada ne doit pas excéder 200 000,00 \$, TPS/TVH en sus.

ANNEXE « B » **CRITÈRES D'ÉVALUATION**

1 Attestation et reconnaissance

En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste ce qui suit :

- 1.1 Attestation du contenu canadien :** Au moins 80 % du prix total de la proposition s'applique à des produits et/ou à des services canadiens. Se reporter à la section 4, *Attestation du contenu canadien*, annexe « D », *Attestations*.
- 1.2 Soumissionnaire canadien :** Le soumissionnaire est canadien et présente la soumission en son propre nom. On entend par « soumissionnaire canadien » un soumissionnaire ayant un établissement au Canada, clairement identifié par un nom et accessible pendant les heures de travail habituelles où il mène des activités de façon permanente.
- 1.3 Détenteur de la propriété intellectuelle (PI) :** Le soumissionnaire atteste qu'il est le détenteur de la PI ou possède une licence lui donnant des droits sur celle-ci provenant d'un concédant canadien de la technologie proposée, et qu'il ne porte atteinte à aucun droit de PI.
- 1.4 Reconnaissance :** En présentant une proposition, le soumissionnaire reconnaît ce qui suit :
- qu'il répond à toutes les exigences d'attestation énoncées ci-dessus;
 - que les travaux proposés doivent être achevés d'ici le 31 mars 2016
 - qu'il a lu, compris et accepté le contenu, les clauses et les conditions figurant dans toutes les parties de l'appel de propositions;
 - que son représentant est un(e) signataire autorisé(e) par l'entreprise du soumissionnaire et a le pouvoir de présenter la proposition au nom du soumissionnaire et qu'il ou elle peut agir à titre de personne-ressource principale dans le cadre de l'appel de propositions;
 - que tous les renseignements fournis dans la présente proposition sont véridiques et complets;
 - qu'il n'a reçu aucune subvention en vertu du *Programme de subventions de recherche sur le transport ferroviaire écologique* de Transports Canada.

2 Critères obligatoires

- 2.1 Domaine prioritaire :** la proposition doit s'inscrire dans l'un des trois domaines prioritaires suivants :
- recherche et développement du secteur aérien
 - recherche et développement du secteur maritime
 - recherche et développement du secteur ferroviaire.
- 2.2 Financement maximal :** La proposition financière du soumissionnaire ne doit pas dépasser 200 000,00 \$CAN, exception faite de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée. Cette valeur ne comprend pas le montant de co-investissement du soumissionnaire.
- 2.3 Ratio de contribution en co-investissement :** Le ratio de contribution en co-investissement du soumissionnaire doit être égal ou supérieur à 25 %.

Le ratio de contribution en co-investissement du soumissionnaire représente le pourcentage de toutes les contributions en co-investissement du soumissionnaire par rapport à la valeur totale du projet.

Ainsi, si un projet nécessite 70 000 \$ en financement au titre de l'Initiative de transport écologique (ITÉ) du Canada alors que la somme des contributions de tous les soumissionnaires et des contributions en nature des partenaires s'élève à 30 000 \$, alors la valeur totale du projet est de 100 000 \$. Le ratio de contribution du soumissionnaire en co-investissement est de 30 % (30 000 \$ divisé par 100 000 \$ et multiplié par 100).

2.4 Niveau de maturité technologique : Le soumissionnaire doit préciser le NMT du projet à l'étude (voir l'Annexe « C » pour obtenir une description des divers types de NMT). La technologie proposée doit avoir une cote NMT comprise entre 1 et 6.

2.5 Niveau d'innovation : Le soumissionnaire doit démontrer le niveau d'innovation de la technologie proposée en donnant une description des éléments suivants:

- en quoi la technologie fait avancer la technologie de pointe dans votre domaine ou secteur d'activité; et
- caractéristiques et avantages de cette technologie et façon dont ces qualités se comparent à celle que l'on trouve chez les concurrents.

On entend par *Technologie de pointe*: le plus haut niveau de perfectionnement atteint (pour un dispositif, une procédure, un procédé, une technique, ou une science) à un moment donné, découlant généralement du recours à des méthodes modernes.

3 Critères techniques cotées par point

3.1 Gestionnaire de projet

Le soumissionnaire doit préciser le nom du gestionnaire de projet qui en sera chargé, et décrire brièvement son degré d'expertise pertinente. Inclure des renseignements sur les études, la formation et l'expérience nécessaires.

0 point	Aucune description des qualifications pertinentes pour la réalisation du projet proposé n'est fournie.
2 points	Le gestionnaire de projet a une certaine expérience de l'exécution d'un projet antérieur similaire au projet à l'étude. Une description générale de ses qualifications est fournie.
4 points	Le gestionnaire de projet a travaillé à l'exécution de deux projets antérieurs similaire au projet proposé. On décrit ses qualifications avec un certain degré de détail.
6 points	Le gestionnaire de projet a travaillé à l'exécution de trois projets antérieurs ou plus, lesquels sont similaires au projet proposé. Une description très détaillée de ses qualifications est fournie.

3.2 Personnel clé

Le soumissionnaire doit décrire tous les employés techniques clés qui seront affectés au projet et énoncer brièvement l'expertise pertinente et le rôle de chaque personne travaillant à ce projet. Fournir également des renseignements sur les études, la formation et l'expérience requises.

0 point	Moins de 33 % du personnel clé possède un minimum de 12 mois d'expérience de travail acquise au cours des trois dernières années dans un domaine connexe au projet.
---------	---

2 points	Au moins 33 % du personnel clé possède un minimum de 12 mois d'expérience de travail acquise au cours des trois dernières années dans un domaine connexe au projet.
4 points	Au moins 66 % du personnel clé possède un minimum de 12 mois d'expérience de travail acquise au cours des trois dernières années dans un domaine connexe au projet.
6 points	100 % du personnel clé possède un minimum de 12 mois d'expérience de travail acquise au cours des trois dernières années dans un domaine connexe au projet.

3.3 Pertinence du projet par rapport aux domaines prioritaires du programme

Décrire les objectifs du projet à court et à long terme et expliquer quel est leur lien avec les priorités pertinentes du programme. Décrire la mesure dans laquelle le projet contribue à l'un ou à plusieurs des domaines prioritaires du programme.

0 point	<ul style="list-style-type: none"> Aucune description de la pertinence du projet par rapport aux domaines prioritaires du programme n'est fournie.
2 points	<ul style="list-style-type: none"> Une description de la pertinence du projet est étayée par un exemple pertinent non étayé de façon quantitative qui fait le lien entre le défi à relever et la solution proposée. On peut l'appliquer dans un domaine prioritaire.
4 points	<ul style="list-style-type: none"> Une description de la pertinence du projet est étayée par au moins un exemple pertinent étayé de façon quantitative qui fait le lien entre le défi à relever et la solution proposée. On peut l'appliquer dans un domaine prioritaire.
6 points	<ul style="list-style-type: none"> Une description de la pertinence du projet est étayée par au moins un exemple pertinent étayé de façon quantitative qui fait le lien entre le défi à relever et la solution proposée. On peut l'appliquer dans de multiples domaines prioritaires.

3.4 Capacité de réduire les émissions atmosphériques

Démontrer la capacité du projet à réduire les émissions atmosphériques. Le soumissionnaire doit inclure des estimations de réduction des émissions atmosphériques au moyen de cette technologie.

0 point	La description de la capacité du projet à réduire les émissions atmosphériques n'est pas fournie.
2 points	Une description de la capacité du projet à réduire les émissions atmosphériques est fournie, mais non étayée de façon quantitative.
5 points	Une description de la capacité du projet à réduire les émissions atmosphériques est fournie et étayée de façon quantitative.

3.5 Capacité de réduire les émissions de GES

Démontrer la capacité du projet à réduire les émissions de GES. Le soumissionnaire doit inclure des estimations de réduction des GES au moyen de cette technologie.

0 point	Une description de la capacité du projet à réduire les émissions de GES n'est pas fournie.
---------	--

2 points	Une description de la capacité du projet à réduire les émissions de GES est fournie, mais non étayée de façon quantitative
5 points	Une description de la capacité du projet à réduire les émissions de GES est fournie et étayée de façon quantitative

3.6 Capacité de générer d'autres avantages (p. ex. économies de coûts, amélioration de la sécurité et de la qualité de l'eau et du sol.)

Démontrer la capacité du projet à générer des incidences positives en matière d'économies de coûts, d'amélioration de la sécurité et de qualité de l'eau et du sol.

0 point	Une description de la capacité du projet à générer des incidences positives liées à d'autres avantages n'est pas fournie.
2 points	Une description de la capacité du projet à générer des incidences positives liées à d'autres avantages est fournie, mais non étayée de façon quantitative.
5 points	Une description de la capacité du projet à générer des incidences positives liées à d'autres avantages est fournie et étayée de façon quantitative.

3.7 Qualité du plan du projet

Le plan du projet doit être exhaustif, crédible et aborder la question des risques inhérents. Le soumissionnaire doit :

- décrire la portée et les limites des travaux.
- déterminer les tâches à accomplir pour atteindre les objectifs. Chaque tâche doit être décrite individuellement et doit être assortie d'estimations sur le temps nécessaire pour l'accomplir.
- cerner et décrire les éléments livrables.
- décrire les défis technologiques à relever.
- décrire les défis technologiques et les risques non encore abordés et la façon dont nous pouvons les atténuer.

0 point	Le plan n'est pas décrit suffisamment en détail. Il manque de clarté. Plus d'un des éléments suivants aurait besoin d'être peaufiné : tâches, éléments livrables, gestion des risques et échéanciers.
2 points	Le degré de détail du plan est suffisant, mais il y a matière à en améliorer la clarté. Les risques et/ou leur stratégie d'atténuation ne sont pas bien définis. L'un des éléments suivants aurait besoin d'être peaufiné : tâches, éléments livrables et échéanciers.
4 points	Le plan est clair et concis. Les risques et leur stratégie d'atténuation sont définis Tous les éléments suivants ont été abordés adéquatement : tâches, éléments livrables et échéanciers.
6 points	Le plan est exhaustif. Il démontre les connaissances techniques du soumissionnaire en matière de gestion de projet, inspire confiance et pourrait servir de modèle ou de gabarit aux autres demandeurs. Les risques sont bien définis, y compris les stratégies d'atténuation visant ceux qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la réussite du projet. Le plan de projet ne nécessite que peu ou pas d'amélioration. Tous ses éléments ont été abordés à fond.

3.8 Plan de mise en application

Décrire de quelle façon les résultats du projet pourraient être mis en pratique dans le secteur d'activité. Quelle stratégie a-t-on retenue pour l'encourager? Décrire votre approche pour encourager l'adoption de cette technologie par les utilisateurs finaux. Décrire la façon dont les résultats du projet seront échangés ou diffusés auprès d'autres établissements d'enseignement, d'une communauté d'experts ou d'autres entités (veuillez préciser qui en bénéficiera).

0 point	Degré de détail insuffisant et manque de clarté.
3 points	Clair et concis. Les détails fournis sont suffisants.
5 points	Exhaustif. Démontre les connaissances techniques du soumissionnaire en matière de gestion de projet, inspire confiance et pourrait servir de modèle ou de gabarit aux autres demandeurs. Le plan de mise en application ne nécessite que peu ou pas d'amélioration. Le niveau de détail est équilibré et cohérent avec le montant de financement demandé. Le plan de mise en application est bien ordonné et facile à suivre et ne comporte pas de détails inutiles.

3.9 Potentiel d'utilisation de la technologie

Décrire le potentiel de mise en œuvre du projet par l'industrie à l'échelle internationale, nationale ou locale. Préciser quels sont les utilisateurs finaux susceptibles d'utiliser cette technologie et leurs raisons pour ce faire.

0 point	Aucune description exhaustive du potentiel n'est fournie
1 point	Le potentiel d'utilisation se borne à une seule région.
2 points	Il existe un potentiel d'utilisation à l'échelle nationale dans tout le secteur d'activité.
3 points	Il existe un potentiel d'utilisation par les industries d'autres pays.

3.10 Partenariats

Préciser le nombre des partenaires, leurs noms et adresses, et décrire le rôle qu'ils ont joué, ainsi que l'ampleur de leur contribution au projet.

0 point	Nul partenariat ni collaboration ne sont signalés.
2 points	Il est fait mention d'un partenaire et de sa contribution au projet à l'étude.
3 points	On fait état de multiples partenaires et de leurs contributions respectives au projet.

NOTE MAXIMALE : 50

NOTE DE PASSAGE : 25

ANNEXE C

NIVEAUX DE MATURITÉ TECHNOLOGIQUE

Les niveaux de maturité technologique servent à décrire le continuum de recherche et de développement, soit de la recherche fondamentale aux réalisations techniques, jusqu'à la commercialisation d'un produit, le cas échéant.

Terminologie générale	Niveau de maturité technologique	Description
Recherche de base	1	Observation et énoncé des principes fondamentaux. Marque le début de l'élaboration d'une technologie. À ce niveau, un phénomène scientifique a été observé et a fait l'objet d'un rapport. Les applications de cette recherche ne sont pas conçues à cette étape.
	2	Concept technologique ou application déterminés. Formulation et conception d'applications pratiques de théories scientifiques. Les systèmes prospectifs se basent sur des suppositions; aucune analyse expérimentale ou détaillée n'appuie l'invention.
Recherche appliquée ou recherche visant à prouver la faisabilité	3	Fonction analytique et expérimentale cruciale ou validation de principe des caractéristiques. La recherche et le développement actifs sont entamés en vue de fournir des études analytiques. Des essais en laboratoire sont effectués pour valider le modèle analytique. Des approches analytiques et expérimentales sont utilisées afin de valider le principe établi au niveau de maturité technologique 2.
	4	Validation d'un concept, d'un procédé, d'une composante ou d'un sous-système en laboratoire. Des essais sont effectués afin d'établir que les composantes fonctionnent ensemble pour atteindre le résultat souhaité. Les applications potentielles de la nouvelle technologie font l'objet de discussions à cette étape. Par exemple, des modèles à petite échelle sont produits et mis à l'essai. Ces essais permettent de vérifier la fiabilité et la rentabilité des diverses conceptions.
Développement expérimental ou technologique	5	Validation d'un concept, d'un procédé, d'une composante ou d'un sous-système dans un environnement approprié. Les pièces des composantes et les systèmes globaux sont mis à l'essai dans l'environnement opérationnel approprié.
Démonstration et validation ou étude de faisabilité technique	6	Démonstration d'un concept, d'un procédé, d'un prototype ou d'un modèle de système ou de sous-système dans un environnement approprié. Un système à grande échelle ou un prototype du système est mis à l'essai dans l'environnement approprié. Ce niveau dépasse la mise à l'essai des composantes étant donné que le système complet est assemblé et mis à l'essai.
	7	Démonstration d'un concept, d'un procédé ou d'un prototype de système dans un environnement opérationnel.
Réalisations techniques et de fabrication	8	Technologie homologuée pour une utilisation appropriée. Dans presque tous les cas, ce niveau met fin au développement des technologies. À ce niveau, la technologie doit être homologuée pour une utilisation appropriée. Cela peut comprendre des exigences de sécurité ou d'autres exigences opérationnelles précises.
Essais et exploitation des systèmes ou développement des systèmes opérationnels	9	La technologie fait l'objet d'une vérification explicite par son exploitation continue et fonctionnelle. Aucune autre évaluation n'est nécessaire pour analyser et pour développer la technologie. Toutefois, des vérifications peuvent être menées afin de recenser d'autres applications ou de faciliter les améliorations.

ANNEXE « D »
ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation de l'appel de propositions et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La proposition sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la proposition sera déclarée non recevable.

Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les Attestations préalables à l'attribution du contrat devraient être remplies et fournies avec la proposition mais elles peuvent être fournies plus tard sur demande de l'autorité contractante, advenant que la soumission fait partie de la liste des soumissions présélectionnées. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cet appel de propositions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du Soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le

Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Programme de contrats fédéraux - 200000\$ ou plus

En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

a) () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, et/ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;

b) () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, et/ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;

d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>).

OU

Programme de contrats fédéraux - plus de 25000\$ et moins de 200000\$

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>).

3. Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? **OUI ()** **NON ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI ()** **NON ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

4. Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux produits canadiens et aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

- () au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens et des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 5 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du guide des approvisionnements

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements>).

4.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien

5. Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de l'appel de propositions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans l'appel de propositions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux

et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

6. Attestation du prix ou des taux

On demande au soumissionnaire de présenter une (1) des attestations suivantes, le cas échéant, dans sa soumission financière:

() Nous attestons par la présente que le prix/taux proposé:

- a) n'est pas supérieur au plus bas taux demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de services;
- b) ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité et de quantité semblables, et
- c) ne comprend aucune disposition prévoyant des escomptes à des vendeurs.

-OU -

() « Nous attestons par la présente que le prix proposé est fondé sur les coûts calculés selon les Principes des coûts contractuels 1031-2 et comporte un profit estimatif de _____\$. »

-OU-

() “ Nous attestons par la présente que le prix proposé est fondé sur les coûts calculés selon les procédures 10.40(a) to (i) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/ga-sm/chapitre10-chapter10-fra.html#s10-40>) du Guide des approvisionnements de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada sur l'établissement des prix pour les contrats de recherche et de développement passés avec les universités et les collèges.

7. Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

ANNEXE « E »**Documents contractuels****1. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les instructions, clauses et conditions précisées aux présentes ne sont qu'un aperçu des modalités uniformisées pouvant faire partie d'un contrat subséquent et ne représentent pas une liste intégrale. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) peut modifier, s'il y a lieu, les modalités et conditions contenues dans la présente.

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2040 (2012-11-19), *Conditions générales - recherche et développement*

B4007C (2006-06-16), *Énoncé des travaux*

4001 (2010-08-16), *Achat, location et maintenance de matériel*

4002 (2010-08-16), *Services d'élaboration ou de modification de logiciels*

4003 (2010-08-16), *Logiciels sous licence*

4004 (2010-08-16), *Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence*

4005 (2010-08-16), *Services et produits de télécommunication*

4008 (2008-12-12), *Renseignements personnels*

A9113C (2008-12-12), *Manipulation de renseignements personnels*

A9122C (2008-05-12), *Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données*

A9022C (2007-05-25), *Période du contrat*

A1024C (2007-05-25), *Autorité contractante*

A1030C (2007-05-25), *Responsable technique*

C1200C (2008-05-12), *Base de paiement - prix plafond*

C0207C (2011-05-16), *Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)*

H3010C (2010-01-11), *Paielements d'étape*

H1003C (2010-01-11), *Paielements progressifs*

A9117C (2007-11-30), *T1204 - demande directe du ministère client*

C0705C (2010-01-11), *Vérification discrétionnaire des comptes*

H3022C (2010-01-11), *Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif*

A3015C (2008-12-12), *Attestations*

A3060C (2008-05-12), *Attestation du contenu canadien*

A9140C (2007-05-25), *Ordre de priorité des documents*

A2000C (2006-06-16), *Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)*

G1005C (2008-05-12), *Assurances*

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8125-13CTI1/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

052ssT8125-13CTI1

Buyer ID - Id de l'acheteur

052ss

Client Ref. No. - N° de réf. du client

T8125-13CTI1

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

2. Liste de vérification des exigences relatives à sécurité

Formulaire PDF pouvant être rempli en ligne

<http://www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/350-103.pdf>

www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/350-103-fra.asp

3. Comment préparer une soumission

<https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/soumissionner-des-marches/comment-preparer-une-soumission>